que prit la jeunesse des universités allemandes aux luttes de la liberté.

Frédéric Stabs, fusillé le 27 octobre 1809, après avoir essayé de tuer Napoléon à Schœnbrunn, et un *étudiant* de Leipzig, La Sahla, arrêté à Paris, deux ans après, comme soupçonné d'y être venu dans la même pensée d'assassinat, montrent assez quelle était en ce moment la fermentation des esprits. Après quelques années, l'association connue sous le nom de *Tugendbund*, dont Fichte avait été l'un des fondateurs, se recrutait parmi les jeunes hommes. Les *étudiants* de toutes les universités s'associèrent au grand mouvement qui se révéla dans les années 1813, 1814 et 1815; ce furent eux qui contribuèrent le plus à la délivrance de l'Allemagne, payant au besoin de leurs personnes dans les combats. On les rencontrait sur les routes, le fusil sur l'épaule, allant en troupes rejoindre un régiment, et répétant en chœur les chants de Kœrner. Au retour, plusieurs associations prirent naissance dans les universités, la *Teutonia*, l'*Arminia*, le *Miroir d'honneur*, et surtout la grande *Burschenschaft* d'Iéna, qui qui se constitua le 15 juin 1815. Cette jeunesse brave et enthousiaste ne renonça pas, après la victoire, à la réalisation de ses vœux. Les princes, effrayés, sévirent contre elle. Le *Tugendbund* fut supprimé; il est vrai que son esprit se continua dans l'*Union de Carlottenbourg*. Les *étudiants* de Paris allèrent plus tard observer de près les *unions allemandes* et leur organisation, pour essayer de l'appliquer aux écoles de Paris. Ainsi se réalisa la prophétie révolutionnaire : « Nous leur portons la guerre, ils nous rendront la liberté! »

La défense de Paris contre l'invasion étrangère, en 1814, offrit aux *étudiants* de toutes les écoles, l'École polytechnique en tête, l'occasion de montrer leur patriotisme. Déjà l'École polytechnique venait d'offrir, pour sa part du tribut volontaire que la France s'imposa, huit chevaux d'escadron, tout équipés pour l'artillerie à cheval. Devant le péril où nous avait jetés l'insatiable ambition de Napoléon, les polytechniciens, les élèves en droit et en médecine composèrent les douze batteries de l'artillerie de la garde nationale. Le 28 mars, ils formèrent une réserve mobile de 28 bouches à feu. Les bataillons préposés à la défense de Montmartre et de la barrière du Trône déployèrent une intrépidité digne, hélas! d'un moins triste dénoûment. Les élèves de l'école vétérinaire d'Alfort s'illustrèrent par leur belle défense de Charenton. « L'histoire, qui plane au-dessus des mensonges de parti, a écrit Louis Blanc, dira qu'en 1814 Paris ne voulut pas se défendre; que la garde nationale, à l'exception de quelques gens de cœur, ne fit pas son devoir; que la bourgeoisie enfin, *à part un petit nombre d'écoliers valeureux* et de citoyens dévoués, quoique riches, courut au-devant de l'invasion. » En 1815, les *étudiants*, appelés de nouveau à concourir à la défense de la capitale, furent reconstitués en compagnies d'artillerie, exercés à la manœuvre et au tir des bouches à feu, et enfin obligés à un service militaire sous les murs de Paris, jusqu'au 3 juillet, jour néfaste où les Bourbons nous furent imposés par la Sainte-Alliance.

— IV. L'opposition de la jeunesse à la Restauration vint d'abord de l'École polytechnique, qui, en 1816, refusa de se plier aux pratiques religieuses. Quinze élèves furent expulsés le 12 avril, et, dès le lendemain, le roi licencia l'école, dont la réorganisation eut lieu le 4 septembre. L'année suivante, les *étudiants* en droit de la Faculté de Rennes protestèrent ouvertement contre la cérémonie dite *expiatoire* du 21 janvier, anniversaire de la mort de Louis XVI. Ce n'est, toutefois, qu'à la fin de 1818 que fut organisé dans les écoles le mouvement d'ensemble.

La jeune Allemagne, de son côté, poursuivait le mouvement libéral. Les sociétés secrètes d'*étudiants*, qui s'étaient formées pour résister à l'oppression étrangère, se tournaient contre les tyrans de l'intérieur. L'université d'Iéna avait donné la première impulsion. Le 18 octobre 1817 avait eu lieu la fête de Wartbourg, véritable fédération républicaine des *étudiants* allemands, que la diète considéra comme une révolte. De cette communion naquit la fameuse *Ligue des amis* (*Burschenschaft*). On s'était juré solennellement de renverser, *par tous les moyens possibles*, les gouvernements parjures. Les cabinets du nord, effrayés, se concertèrent pour diriger des poursuites contre les membres de la ligue. Les carrières publiques leur furent d'abord fermées. On entretint ensuite à dessein la division entre eux et les *Landsmannschaften* (*Ligues des compatriotes*), qui secondaient les projets de la Sainte-Alliance. Il s'ensuivit des duels sans fin. D'autre part, on destitua et on emprisonna les professeurs.

En ce temps vivait à Manheim le trop fameux Kotzebue, écrivain et espion politique à la solde de la Russie, qui poursuivait de ses sarcasmes la jeunesse des écoles et dénonçait secrètement ses compatriotes au czar. Une copie de ces dénonciations tomba entre les mains de Wieland, qui les publia dans l'*Ami du peuple*. Un cri unanime s'éleva pour flétrir le traître. C'est alors qu'un jeune *étudiant* de l'université d'Erlangen, Carl Sand, âgé de vingt-deux ans, patriote ardent, se rendit à Manheim et poignarda l'espion, en s'écriant : « Voilà pour toi, traître à la patrie! » Sand, condamné à mort, subit son supplice avec dignité. Lorsque le bourreau montra sa tête au peuple, les cris de *Vive la liberté! à bas la tyrannie!* partirent de la foule, en grande partie composée des *étudiants* accourus de toutes parts. On se précipita sur l'échafaud, qui fut brisé. Les *étudiants* trempèrent leurs mouchoirs dans le sang de leur camarade, et les fragments de l'échafaud, recueillis comme des reliques, furent enchâssés dans des bagues et des bijoux (1819). L'exaltation des esprits s'accrut encore par cet événement. Un autre *étudiant*, du nom de Lœssing ou Lœhniez, essaya peu de temps après de poignarder le président de la régence du duché de Nassau. Jeté en prison, il se suicida à l'aide d'un verre qu'il brisa entre ses dents et dont il avala les morceaux.

En même temps, les écoles françaises s'agitaient. Le 4 février 1819, les *étudiants* en médecine de Montpellier quittèrent l'école en masse, et depuis neuf siècles cette Faculté resta déserte pour la première fois. A Paris, des leçons que le professeur de droit criminel Nicolas Bavoux fit sur la liberté et la sûreté des personnes donnèrent lieu, entre les *étudiants* libéraux et quelques auditeurs royalistes, à des discussions qui faillirent, grâce à l'intervention du doyen et de la force armée, dégénérer en conflits sanglants (juin 1819). Le cours de Bavoux fut suspendu et l'École de droit fermée. Poursuivi criminellement, le professeur fut acquitté par le jury et vit l'accusation se changer pour lui en triomphe. L'École de médecine eut aussi ses troubles. Le 27 novembre, à l'issue d'une leçon, un *étudiant* se présente à la chaire, tenant à la main une pétition adressée aux chambres, à l'effet de réclamer le maintien de la loi des élections. A Grenoble, les *étudiants* en droit profitèrent de l'arrivée du duc d'Angoulême (8 mai 1820) pour faire une manifestation, couvrant des cris de : *Vive la charte!* ceux de : *Vive le roi!* Tous les jours des groupes nombreux d'*étudiants* stationnaient devant le Palais-Bourbon pour acclamer les députés de l'opposition, défenseurs de la liberté électorale. Refoulés du quai d'Orsay par les gendarmes, ils se réunirent sur la place Louis XV, aux cris de : *Vive la charte!* Refoulés de nouveau, il se rendirent en masse au faubourg Saint-Antoine, où ils fraternisèrent avec les ouvriers. Trente-cinq furent arrêtés. Le samedi 3 juin, de nouveaux rassemblements ont lieu aux abords de la Chambre des députés. La police lance au milieu d'eux des bandes d'assommeurs. Les *étudiants*, qui avaient pris pour signe de reconnaissance la cravate blanche et la boucle au milieu du chapeau, délivrent leurs amis faits prisonniers. Place du Carrousel, ils arrachent des mains des gardes du corps un de leurs camarades nommé Lallemand, *étudiant* en droit et âgé de vingt-trois ans, qui est frappé au même instant d'un coup de feu dans les reins. La mort de Lallemand, qualifiée d'assassinat à la tribune, fut un brandon de plus dans l'ardent foyer. Le cadavre, transporté à l'église Bonne-Nouvelle, gardé par les jeunes gens eux-mêmes, fut conduit le lendemain au Père-Lachaise par les deux écoles de droit et de médecine. « Là, dit Armand Marrast, ce furent des accents de vengeance et de liberté. Sûre d'elle-même et, par conséquent, de l'avenir, la génération qui se pressait dans le cimetière fit entendre des paroles hardies et fières, que la prudence parlementaire ne sut pas comprendre et qu'elle ne pouvait excuser. » Un élève en droit proposa une souscription pour élever un monument à Lallemand, « mort au milieu d'eux. » Un *étudiant* en médecine, au nom de ses camarades, adhéra à cette motion. De leur côté, les élèves de la première classe de l'école d'architecture réclamèrent l'honneur d'être chargés du monument. Les jeunes gens du commerce souscrivirent, à eux seuls, des sommes qui dépassèrent les frais du monument. De toutes les Facultés de France arrivèrent des adhésions et des listes de souscription. A raison de ces faits, une discussion brûlante s'engagea à la Chambre. M. Demarçay défendit les écoles contre les attaques du garde des sceaux. « Cette jeunesse qui, par ses études, ses occupations, son émulation, semble appartenir à l'âge mûr, remplit nos écoles et se livre à l'ardeur du travail et de la science. Elle a du feu, dites-vous; elle aime la liberté; et à quel âge voulez-vous qu'on aime la liberté et qu'on la défende avec courage? N'est-ce pas aussi du feu et du courage que vous lui demandez quand vous l'appelez à la défense de la patrie? Cessez donc de lui imputer des désordres dont elle a été victime. » Foy et Benjamin Constant parlèrent dans le même sens. Mais la commission d'instruction publique prit un arrêté qui excluait des cours treize élèves en droit et en médecine. Un d'eux, Robert Lailavoix, subit une détention de deux mois. Le préfet de police Anglès et le préfet de la Seine Chabrol jetèrent la déconsidération sur les *étudiants* dans une proclamation aux Parisiens. Les *étudiants* de Rennes, de Poitiers, de Lyon et de plusieurs autres villes firent des manifestations retentissantes. Telle était l'ardeur de l'opinion dans la jeunesse que, si l'on n'avait consulté que son audace, la lutte aurait été décidée sans retard. Une conspiration devait éclater dans la nuit du 19 au 20 août. En dehors de la loge des *Amis de la vérité*, les *étudiants* s'étaient organisés militairement, et formaient un corps d'environ six cents recrues qu'on appelait la *Compagnie franche des écoles*. Des députés d'une loge dite de l'*Armorique*, composée exclusivement de jeunes Bretons, s'y étaient incorporés. Les conjurés étaient exercés, depuis deux mois, au maniement des armes. Mais les écoles étaient républicaines et les chefs du complot bonapartistes; ceux-ci, au moment d'agir, craignirent d'être dépassés dans leurs prévisions et refusèrent de marcher. On le sut plus tard par le procès qui s'ensuivit et où comparurent quelques militaires. Sans cette circonstance, le plan de conspiration aurait été exécuté à la lettre par la jeunesse, qui avait de nombreuses intelligences dans la garnison de Paris, qui possédait le mot d'ordre de l'état-major et aurait été soutenue par l'infanterie de ligne casernée rue du Foin, rue Saint-Jean-de-Beauvais, rue de Lourcine et à l'Estrapade.

Le 2 avril 1821, la Faculté de droit de Grenoble fut supprimée « pour cause permanente de rébellion parmi les élèves. » Ils avaient répandu dans la ville le bruit que le roi avait abdiqué, que la cocarde tricolore avait été arborée et la constitution de 1791 proclamée. Cette école si patriotique finit par dégénérer quelques années après, grâce aux intrigues des jésuites. Mais Paris tenait bon. Deux *étudiants* impliqués dans le complot du 19 août, Joubert et Dugied, étaient allés travailler à Naples à l'accomplissement de la révolution. Ils s'étaient fait affilier aux *carbonari*. De retour en France, ils essayèrent d'appliquer ce système d'association aux écoles, en prenant pour premier noyau les débris des *Amis de la vérité*. Le 1er mai fut fondée, rue Copeau, 29, la première haute vente de la charbonnerie française, par le concours de plusieurs conjurés du 19 août : Bazard, Buchez, Flottard, Cariol aîné, Trélat, Sigaud, Guinard, Corcelles fils, Sautelet et Rouen aîné. « Ce qu'il faut s'empresser de constater, dit Trélat dans sa *Notice sur la charbonnerie*, c'est que les premiers efforts qui furent faits pour renverser la royauté cosaque furent dus aux jeunes gens. Les rassemblements du mois de juin, scellés du sang de Lallemand, la conspiration du 19 août et la création de la charbonnerie furent leur ouvrage. A une ère nouvelle, il fallait une génération neuve... La jeunesse d'alors avait été doublement trempée par les récits de 1789 et par le bruit d'armes et de victoires de l'empire, sans s'être humiliée dans les antichambres de l'empereur... Toute frémissante encore de la honte de l'invasion, des saturnales et des parjures qui l'avaient suivie, elle avait besoin de liberté, et, pour en faire la conquête, elle sentait qu'il fallait briser le présent pour édifier l'avenir. A cette époque, un grand mouvement s'était fait dans les esprits. Bonapartistes en 1814 et 1815, alors que la nationalité et la défense du sol menacé par l'étranger se confondaient avec le dévouement au chef militaire capable de le repousser, les *étudiants* n'avaient plus, en 1820, de passion que pour l'indépendance, d'admiration que pour les hauts faits et pour les fruits de notre Révolution. Leur amour de la liberté était tel, qu'ils maudissaient le despotisme de l'empire, et qu'ils attribuaient bien plutôt l'invasion de la France à l'esclavage auquel l'empereur l'avait réduite qu'au grand nombre de ses ennemis. A chacune des séances, à chacune des réceptions de la loge des *Amis de la vérité*, le souvenir du despote était maudit; c'était à qui, du vénérable, des officiers de la loge et des récipiendaires, lui reprocherait avec plus d'amertume les malheurs de la patrie, la destruction de la république d'où il était sorti, le rétablissement du pouvoir sacerdotal et des lois tyranniques d'où la caste imbécile qui gouvernait la France tirait toute sa force et toutes ses chances de durée. Qu'on se garde bien de voir dans ces dispositions une contradiction et un démenti aux lois du progrès. La jeunesse s'était enrégimentée en 1815 pour défendre le sol; elle criait : *Vive l'empereur!* parce que c'était le cri de guerre; mais elle n'aurait pas manqué, après la victoire, de demander compte à son général en chef de l'usage qu'il aurait voulu en faire... La charbonnerie ne tarda pas à envelopper à Paris les deux écoles de droit et de médecine, une grande partie des jeunes gens du commerce, et à s'étendre rapidement sur tous les points de la France. Outre ses nombreuses assemblées de vente, de haute vente, de vente suprême et de comité d'action, chacun de ses comités de recrutement, de finances et d'armement se réunissait trois fois par semaine. Tout se faisait avec régularité, avec constance, avec secret. La police ne sut rien de ce mouvement perpétuel; ce ne fut que lorsque l'association pénétra dans les régiments qu'elle connut son existence; et il est vraiment merveilleux que des *étudiants* aient pu se réunir tous les huit jours, par groupes de vingt, dans leurs chambres garnies, sans que l'autorité en eût reçu quelque avis. »

Le premier anniversaire de la mort de Lallemand réunit toute la jeunesse de Paris dans une immense fédération. Le service funèbre ayant été interdit, les *étudiants* affectèrent d'assigner le rendez-vous aux buttes Chaumont, où ils avaient défendu, en 1814, au prix de leur sang, la capitale contre l'invasion. Se développant sur une longue file, ils descendirent silencieux vers le cimetière du Père-Lachaise; on ferma devant eux les grilles. Alors eut lieu une scène d'un aspect saisissant. Mille bras se dressèrent spontanément; un *étudiant* se hissa sur cette échelle humaine et parvint à atteindre un des murs les plus élevés du cimetière, où il se plaça comme sur une tribune improvisée. Il évoqua l'ombre de Lallemand; il la prit à témoin et de l'odieuse persécution qui poursuivait sa mémoire, et du serment solennel que tous faisaient, en présence de sa tombe, de le venger ou de mourir comme lui. Un frémissement électrique courut dans les rangs; tous tombèrent à genoux dans la poussière du chemin et courbèrent la tête avec recueillement, tandis que l'orateur, se tournant vers la nécropole, disait à Lallemand un dernier adieu. La colonne rentra dans Paris et vint défiler, chapeau bas, rue du Petit-Carreau, devant la maison de Lallemand. Le père de la victime se montra à l'une des fenêtres, portant la main à son cœur, pour témoigner combien il était sensible à cette protestation publique.

Les écoles étaient en grande partie républicaines. De là surtout la surveillance dont les cours publics étaient l'objet. La philosophie fut frappée dans la personne de M. Cousin, l'histoire dans celle de M. Guizot. M. Tissot fut arraché de sa chaire au Collège de France. Chaque *étudiant* dut avoir une carte spéciale; aucun étranger ne put être admis aux cours sans une autorisation expresse. Ces mesures se liaient aux idées répressives qu'avait adoptées l'Allemagne pour ses universités. La fermentation n'en devint que plus grande. M. Portetz, dont le royalisme était bien connu, fut sifflé dans sa chaire; à la leçon suivante, quelques individus l'accueillirent par des applaudissements et au cri de : *A bas les Jacobins!* On y répondit par celui-ci : *A bas le crapaud blanc!* puis on en vint aux mains. On se rendit ensuite à l'École de droit. Dans ce trajet, les royalistes invectivèrent les jeunes libéraux; une lutte s'engagea : la force armée intervint. Les cours et exercices de la Faculté de droit furent suspendus le 6 mars 1822; une enquête fut ordonnée. En même temps, le conseil académique, en raison de tumultes excités à l'occasion de la visite pastorale de l'archevêque de Paris dans les écoles, excluait pour six mois quatre *étudiants*, dont deux en droit et deux en médecine. Le 7 mars, des groupes assez animés se formèrent sur la place du Panthéon. Le 8, le cours de M. Thénard, au Jardin des Plantes, est cerné par des gendarmes. Le professeur prie le commandant de laisser sortir librement les assistants. Un refus formel excite les murmures des élèves. Aussitôt, l'officier fait reculer son cheval; mais, craignant d'être foulés par les pieds de derrière, les élèves les plus rapprochés frappent sur la croupe de l'animal à coups de canne. L'officier tire alors son sabre et les gendarmes chargent à fond de train ces jeunes gens dans les allées du jardin. Deux furent grièvement blessés. On ne laissa sortir que ceux qui avaient des cartes; les autres, en grand nombre, furent conduits à la préfecture de police. Quatre *étudiants* en droit et un *étudiant* en médecine furent à ce propos exclus pour deux ans de l'académie de Paris. Le 18 novembre, à la séance de rentrée de l'École de médecine, M. Desgenettes, ayant entrepris de faire l'apothéose du jésuitisme, fut sifflé. Deux jours après, une ordonnance *supprimait* la Faculté de médecine. Elle fut réorganisée le 2 février 1823. Ici se place l'exécution des quatre sergents de La Rochelle. Les écoles parurent en place de Grève, à peu de distance de l'échafaud et à genoux. Ne négligeant aucune occasion de manifester leurs idées, les *étudiants* se portèrent en foule aux obsèques de Talma, qui avait fait fermer sa porte à l'archevêque de Paris, et à celles du général Foy, un des chefs du parti libéral. A l'Odéon, leur théâtre attitré, ils apportaient leur enthousiasme, leur passion, leurs bravos, leurs colères. Malheur à l'écrivain entaché de royalisme qui s'aventurait sur cette scène! sa pièce était sifflée et sacrifiée. Tel fut le sort de l'*Oreste* de Mély-Janin, rédacteur de la *Quotidienne*, immolée aux mânes de Lallemand (1821), et de la *Mort de César*, tragédie de Royou, beau-frère de Fréron et censeur (1825). Le droit et la médecine, associés par une intime alliance, ne manquaient jamais, en toute occasion, de se donner la main. Le même esprit de solidarité se montrait dans les universités étrangères, fidèles au même esprit de progrès et de liberté. Aux carbonari du Piémont, par exemple, se rattachait l'association des *Jeunes gens*, à laquelle étaient subordonnées les sociétés secrètes des universités allemandes, qui adoptaient en principe la forme républicaine. A Bologne, les *étudiants* étaient en grand nombre affiliés aux carbonari; à Pavie, ils payèrent de leur sang leur fidélité à l'unité; à Varsovie, ils maintenaient la nationalité polonaise. Thomas Zan, l'âme, le chef de leurs associations secrètes, préparait les éléments du beau mouvement de 1830.

Les *étudiants* de Paris furent frappés au cœur par la mort de Manuel (1827), le plus ferme soutien de la cause de l'avenir. Ils voulurent porter à bras son cercueil, mais la police intervint; alors ils le replacèrent sur le corbillard, coupèrent les traits des chevaux et s'attelèrent à leur place.

Provoqués, trahis, emprisonnés, les bouillants jeunes gens n'en conservaient pas moins toutes leurs espérances. Ils le prouvèrent à



M. Récamier, le dévot, qu'on avait préféré à Magendie, le savant, pour la chaire de Laënnec. Il ne put faire son cours qui, après plusieurs charges de police et de gendarmerie, fut enfin suspendu. La même année, une émeute éclatait rue Saint-Denis. Auguste Blanqui, alors *étudiant* en droit, y fut blessé d'une balle au cou.

Vers la fin de 1829, plusieurs *étudiants* patriotes conçurent un plan d'association républicaine reposant sur la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. L'*étudiant* Morhéry, depuis docteur médecin à Loudéac et représentant des Côtes-du-Nord à la Constituante, un des hommes qui contribuèrent le plus à la révolution de 1830, fit à ce sujet des ouvertures au général Lamarque et à Voyer d'Argenson, qui refusèrent de prendre part à une résistance armée, puis à Auguste Fabre, qui parvint à faire accepter le commandement supérieur de l'association au général La Fayette. Disons, en passant, que Morhéry avait déjà exposé dans la *Tribune des départements* le plan d'une caisse commune des écoles, dans le but de venir en aide aux jeunes gens privés des moyens d'entreprendre ou d'achever leurs études. Un tel projet demandait un temps plus calme; il est regrettable que depuis lors on n'ait pas repris cette excellente idée. Ce fut le 19 janvier 1830 que se constitua définitivement la société, sous le nom d'*Association de janvier*. Il y entra quelques députés, des militaires de tout grade, des médecins, un grand nombre d'*étudiants* et jusqu'à des pompiers, qui livrèrent leurs armes à leurs coassociés au moment du combat. On avait embauché presque tous les cochers de fiacre. En peu de temps, les affiliés dépassèrent le nombre de 15,000, outre le contingent des départements. La lutte devenait probable; le général La Fayette, chef suprême honorifique, entrevoyait lui-même la nécessité de s'y préparer. Il parut au banquet annuel des jeunes Bretons et ne cacha pas sa pensée. Des banquets par provinces furent organisés. A celui du Berry figurait un jeune *étudiant* en droit dont le nom devait avoir plus tard un grand retentissement dans les lettres et dans la politique, Félix Pyat; il se signala en portant un toast à la Convention.

Le 26 juillet, au moment où l'on s'attendait le moins à l'action, parurent les ordonnances. Les écoles étaient dégarnies, car c'était à la veille des vacances; La Fayette se trouvait à sa campagne, de sorte que l'association, livrée à elle-même, était privée de son chef principal et d'une partie de ses membres les plus dévoués. Ceux qui étaient présents à Paris se réunirent chez Armand Marrast, où il fut décidé qu'on appellerait aux armes. Chez Alexandre de Laborde, un *étudiant* proposait en même temps, au nom de ses camarades, de mettre les Bourbons hors la loi. Ce soir-là, au bal de la Chaumière, les quadrilles s'arrêtent à la nouvelle des ordonnances. Une grande et sainte colère enivre tous les cœurs. L'orchestre exécute la *Marseillaise*, que tout le monde répète en chœur. Les mains se cherchent, on s'embrasse et tous jurent de vaincre ou de mourir pour la liberté. Le lendemain, nouveaux Camille Desmoulins, des jeunes gens commentent les ordonnances dans les rues et au Palais-Royal; ils appellent le peuple aux armes. Les élèves de l'École polytechnique passent la nuit à s'improviser des armes, et, l'intrépide Vanneau se mettant à leur tête, ils escaladent la muraille et courent aux barricades, où se tenaient les *étudiants* mêlés au peuple. Plusieurs avaient déjà perdu la vie. Un *étudiant* en médecine, nommé Papu, voyant sa colonne, composée d'ouvriers et de jeunes gens, se débander devant un feu de peloton meurtrier, s'était élancé en s'écriant : « Eh bien, je vais vous apprendre à mourir! » et il était tombé foudroyé. « Dites à mes amis les Bretons de continuer la lutte, » dit-il avant d'expirer. Rennes, sa ville natale, lui a érigé un monument. A l'attaque de l'Hôtel de ville, un autre élève en médecine, Labarbe, eut les deux jambes fracassées; il mourut quelques jours après des suites de l'amputation, qu'il supporta la pipe à la bouche. Dès le 29 juillet, la prise d'armes fut générale au quartier Latin. On sait le reste : les *étudiants* en droit et en médecine rivalisèrent d'héroïsme avec les élèves de l'École polytechnique, qui partout bravèrent la mort avec intrépidité. On sait aussi combien ils furent trompés, eux et le peuple, dans leurs communes espérances. Au lieu de la république, on donna à la France un replâtrage monarchique. La Fayette dit, en embrassant Louis-Philippe : « Voilà la meilleure république. » Amère dérision! l'année n'était pas expirée qu'une machination de police, organisée par M. Odilon Barrot, alors préfet de la Seine, vint briser en partie les liens qui unissaient si étroitement après la victoire les grandes écoles et le peuple de Paris.

— V. Sous le gouvernement de Juillet, nous voyons les *étudiants* faire face aux réactions aveugles. Excepté dans les premières années, cependant, ils firent peu de manifestations publiques. Une Société de l'ordre et du progrès, formée par l'*étudiant* Sambuc, et dont chaque membre était tenu d'avoir un fusil et des cartouches; une autre société dirigée par MM. Marc Dufraisse et Eugène L'Héritier, dont le but était l'abolition de l'Université, l'éducation libre, gratuite, obligatoire et purement laïque, eurent peu de durée. Quant à la Société des Amis du peuple, qui comptait beaucoup de jeunes gens des écoles, elle disparut après les journées de juin 1832. Les *étudiants* républicains passèrent alors dans la Société des droits de l'homme, dispersée à son tour par le procès d'avril, et qui se reforma plus tard avec Blanqui, Barbès et Martin-Bernard, sous le nom de *Société des familles*, puis sous celui des *Saisons*. Barbès, *étudiant* en droit des premières années de Louis-Philippe et mêlé à tous les complots, commanda la dernière prise d'armes contre le gouvernement de Juillet (12 mai 1839). Relevé sanglant dans la rue, il fut, après la défaite, condamné à mort, ainsi que Blanqui.

Pendant quelque temps le silence se fit ou sembla se faire au pays Latin. Les chaires de Mickiewicz, de Quinet et de Michelet ayant été successivement frappées d'interdit, l'esprit de la jeunesse se réveilla. Ce fut le journal la *Lanterne du quartier Latin*, dirigé par Antonio Watripon, à partir de 1847, qui donna le signal; bientôt parut l'*Avant-garde, journal des écoles*, ayant pour rédacteur en chef M. Hippolyte Bosselet. Ces deux organes, unis dans le même but, agitèrent les questions politiques et littéraires du moment; ils prirent l'initiative (3 février 1848) de la plus belle manifestation qui ait encore été faite au quartier Latin depuis 1830. Dirigés par les rédacteurs, les *étudiants*, au nombre de trois mille, groupés trois par trois, allèrent porter à la Chambre des députés la pétition que les écoles avaient signée pour demander justice au nom de la liberté de pensée, violée dans les personnes de Mickiewicz, Quinet et Michelet. Ensuite, ils se rendirent successivement au *National*, à la *Réforme*, au *Courrier français*, à la *Démocratie pacifique*, pour prier les rédacteurs de ces journaux d'être leur organe auprès de l'opinion publique, et d'affirmer au pays qu'ils conservaient intactes « les traditions des écoles de 1830 et de toutes les grandes époques. » Quelques jours plus tard devait avoir lieu le banquet du douzième arrondissement. Les mêmes jeunes gens voulurent donner leur concours à cette protestation solennelle organisée en faveur du droit de réunion, nié par le pouvoir. Ils publièrent une note dans laquelle il était dit : « Les écoles sont décidées à apporter dans cette manifestation le calme, l'esprit d'ordre et la fermeté si nécessaires à l'accomplissement d'un si grand acte politique. La réunion aura lieu mardi, place du Panthéon, à l'heure indiquée par les journaux. La colonne d'*étudiants* prendra place entre deux haies formées par les gardes nationaux de la douzième légion, dont le concours est accepté avec reconnaissance. Il a été décidé par le comité organisateur que les écoles auraient dans le cortége une place officielle. » Le banquet ayant été ajourné par la commission, à cause de la reculade des députés de l'opposition, les *étudiants*, au nombre de plus de deux mille, n'en furent pas moins fidèles au rendez-vous. Leur colonne, grossie des ouvriers qu'elle rencontre, se dirige vers la Madeleine. On veut l'arrêter sur le pont de la Concorde. Des municipaux font mine de tirer. Quelques jeunes gens découvrent leur poitrine et s'écrient : « Tirez si vous voulez sur vos frères! » La colonne se jette sur le palais Bourbon, alors à peu près désert, dans le but d'y déposer une pétition pour demander la mise en accusation du ministère. Ceci se passait le 22 : le 24, la France était en république.

La république fit bientôt place à l'empire. La jeunesse des écoles subit une phase de découragement; on eût dit que la vie politique s'était retirée d'elle. Elle n'avait plus l'indignation des âmes ardentes et viriles. Depuis quelques années il nous a été donné de la voir plus digne des dates mémorables de 1830 et de 1848. Comme leurs aînées, les écoles du second empire ont eu leurs manifestations, dont l'importance mérite d'être signalée. L'esprit des écoles a été de tout temps indépendant et hardi; en s'associant toujours à la marche des idées, les *étudiants* ont préparé l'avénement de la démocratie. Depuis le coup d'État, la jeunesse, dont le rôle a été amoindri, poussée par désœuvrement vers les plaisirs, a semblé devenir plus indifférente à la vie politique. Il ne faudrait plus se figurer les *étudiants*, sur la foi de vieilles physiologies datant de 1827, coiffés de bérets, armés de longues pipes et ne connaissant de Paris que la *Grande chaumière*. La *Grande chaumière* est démolie, le béret n'est plus et la pipe est généralement remplacée par le cigare. L'*étudiant* de Gavarni et de Louis Huart a disparu, comme la grisette; c'est un être fossile qu'on ne pourrait retrouver que dans des terrains tout à fait antédiluviens. Les journalistes, pour se distraire quelque peu, et même de fins et spirituels écrivains, ont peint sur le vif des *étudiants* qui n'en étaient pas et qu'ils savaient bien ne pas en être. L'*étudiant* digne de ce vieux et grand nom qu'ont porté presque tous nos hommes illustres, depuis Abailard, Luther, Calvin et Montesquieu jusqu'à Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Michelet, Ledru-Rollin, Bichat, Sainte-Beuve, n'a rien de commun avec les créations plus ou moins excentriques du feuilleton et du théâtre. « S'il fallait en croire ces peintures de mœurs, disait en 1845 M. Théophile Gautier à propos du drame les *Étudiants* de Frédéric Soulié, nous aurions des légistes et des médecins d'une étrange espèce, et ceux qui leur confieraient leurs intérêts ou leur santé seraient en belles mains! On oublie trop, dans ces scènes burlesques, que les *étudiants* sont, après tout, la fleur de la France, les fils des plus honnêtes familles, qu'ils ont fait leurs humanités et se sont préparés par les belles-lettres et la poésie à l'étude des sciences austères. Ce sont de vifs esprits, d'excellents cœurs qui aiment tout ce qui est bon, et chez qui les difficultés de la vie, les désenchantements de l'expérience n'ont pas encore émoussé le sens supérieur. De tels jeunes gens peuvent-ils ressembler à ces *étudiants* de convention? — Sans doute ce ne sont pas de petits Catons; ils mettent peu à la caisse d'épargne et vont quelquefois se promener avec insouciance à ce beau soleil de la bohême qui éclaire tous les artistes et leur donne plus de rayons qu'il ne leur fait perdre d'heures. Ils font bien. Rien n'est horrible comme la jeunesse terne, froide, rangée, sobre, économe, prudente, avec toutes les pauvres vertus de l'âge mûr; on peut jeter là le code pour le volume de vers d'Alfred de Musset, canonner le plafond de la mansarde avec des bouchons de vin de Champagne, et n'en pas moins être plus tard un bon avocat, un excellent député. Mais il faut, à travers tout cela, une distinction naturelle, une fermeté honnête, qui fasse comprendre tout de suite que ce sont des jeunes gens en gaieté et non des viveurs en débauche. »

Sans doute il existe bien encore quelques pauvres hères, *étudiants* vieillis, mais non dans l'étude, contemporains des *Enfants du Prado*, du *Bœuf furieux* et autres bouges, hôtes assidus des comptoirs de liquoristes et qui prétendent continuer la tradition, en vivant dans le désordre, l'ivresse et les habits débraillés; ils n'ont rien de commun avec les *étudiants*, avec ces jeunes hommes pleins de généreuses aspirations, âpres au travail, parce qu'ils savent quelle valeur immense l'étude donne à l'homme, et pour qui les heures de folie ne sont que les épisodes d'une vie ordinairement sédentaire et laborieuse.

Depuis quelques années, le souffle des générations de 1815, de 1830 et de 1848, souffle qui n'était pas éteint, mais seulement endormi, les agite et les fait frissonner de nouveau. Leurs protestations contre M. Nisard et ses deux morales, contre Sainte-Beuve, qui depuis s'est fait pardonner, contre la fermeture des cours d'hébreu de M. Renan, ont rappelé les jours où leurs pères, eux aussi, protestaient contre le bâillon mis aux bouches éloquentes des Quinet et des Michelet. De sourdes agitations, à propos soit de la société secrète surprise au café de la Renaissance, soit des élections parisiennes, soit des obsèques de Victor Noir, et enfin du cours de Tardieu, suspecté de complaisance devant la haute cour de Tours, ont attesté la persistance de ce réveil. L'héroïsme non plus n'est pas éteint, et, durant cette funeste guerre de 1871, aux ambulances ou le fusil à la main, la jeunesse des écoles a prouvé qu'elle n'avait pas dégénéré.

— VI. En relatant les grands souvenirs qui se rattachent à nos *étudiants*, nous ne devons point passer sous silence ces héroïques *étudiants* polonais qui combattirent d'une main si ferme pour leurs droits et pour leur nationalité. Les *étudiants* polonais n'ont pas seulement combattu leurs oppresseurs les armes à la main, ils ont aussi fait tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir la langue maternelle. La Société des amis des sciences, fondée à Varsovie en 1800; l'université jadis si célèbre de Wilna, restaurée en 1803, et le lycée de Krzemieniec, fondé en 1805, propageaient, au milieu de tous les obstacles, l'éducation et l'instruction nationales. Le désir ardent que nourrissaient les Polonais de voir se reconstituer leur ancienne patrie, et la haine vigoureuse qu'ils avaient vouée au vainqueur moscovite, avaient leur principal foyer dans une société organisée sous le nom de *Franc-maçonnerie nationale*. Les affiliés, fort nombreux, prirent ensuite le nom de *Faucheurs*, et enfin ils se constituèrent en Société patriotique. Pendant que cette agrégation secrète se formait et se propageait dans les rangs du peuple et de l'armée, Thomas Zan, qui jouissait d'un grand ascendant sur les *étudiants*, réunissait ceux de l'université de Wilna en une association philanthropique tendant à établir, entre les élèves riches et pauvres, une étroite solidarité qui fît servir les lumières des uns au profit des autres, et la fortune de ceux-là au soulagement de ceux-ci. Au fond de sa pensée, il y avait autre chose; aussi le gouvernement russe prit de l'ombrage, et la société reçut l'ordre de se dissoudre. Elle se constitua alors en société secrète, sous le nom de *Société des philarètes* ou amis de la vertu, et se proposa pour objet de conserver l'esprit de nationalité et la pureté de la langue polonaise. Ses progrès furent rapides, secondée qu'elle était par les sympathies de toute la jeunesse. Les autorités prirent l'alarme. Ceci se passait vers 1822; la politique du czar, ennemie de toute liberté, excitait contre toute la race polonaise une persécution qui allait devenir de plus en plus sanguinaire. Toute l'administration entre la Prosna et le Dnieper, entre la Baltique et la Galicie, était montée comme un appareil de torture destiné à la Pologne, et dont la roue était attelée de deux monstres, le czarowitz Constantin et le sénateur Novosiltzoff. Le systématique Novosiltzoff voulut en faire d'abord l'essai sur les enfants et la jeunesse des écoles, afin de détruire dans son germe l'espérance des générations futures. Il établit le quartier général de son inquisition à Wilna, capitale scientifique des provinces russo-lithuaniennes, et n'attendit plus qu'une occasion favorable pour agir. Cette occasion lui fut bientôt fournie; voici comment.

Les élèves de l'école supérieure de Wilna devaient ôter leur chapeau devant tous les officiers russes, les fonctionnaires publics, les espions déclarés, et même les maisons de leurs surveillants. En échange de leur salut, ils ne recevaient souvent qu'un regard de mépris ou même un coup de coude. Une pareille insolence de la part du prince russe Obolenskoï, capitaine des gardes impériales, fut châtiée d'un soufflet. L'*étudiant* donna son adresse et déclara se nommer Dawidowski. La police fut mise à la poursuite du coupable, mais, à l'adresse indiquée, on ne trouva que Dawidowski le savetier, qui fut tout étonné de recevoir l'illustre visite dont il était l'objet. Le bruit se répandit que le prince russe avait reçu un coup de savate sur la joue; alors l'auteur du soufflet anonyme voulut réclamer la paternité de son œuvre et proposer un duel à l'officier des gardes. Zan l'en détourna : il savait qu'au lieu de duel c'étaient les fers qui l'attendaient, vingt-cinq ans de boulet dans les casemates ou du service dans les régiments russes. Des perquisitions eurent lieu : l'officier des gardes eut le front de chercher parmi les *étudiants* assemblés celui qui l'avait couvert d'infamie; mais, quoique tous connussent le nom du coupable, ce nom ne fut point révélé. « C'était, dit M. Ostrowski à qui nous empruntons ces détails, celui d'un brave et d'un insurgé, c'était celui de notre ami Jegota. » Désormais, la rupture était opérée entre les *étudiants* de Wilna et les autorités russes, qui nourrirent des pensées de vengeance contre l'université. Bientôt les persécutions commencèrent; des listes furent trouvées chez Jankowski, *étudiant* de Swislocz, qui faiblit devant les bourreaux, devint délateur et couvrit son nom, jusque-là honoré, d'un opprobre éternel. Jankowski ne se vendit pourtant pas, on en a la preuve dans sa captivité et dans sa déportation commune avec les autres philarètes. Les prisons, les couvents et les édifices publics de la ville se remplirent de pauvres enfants, dont tout le crime était d'avoir chanté quelques hymnes patriotiques (1er novembre 1823). On raconte que les prisonniers ainsi distribués communiquèrent entre eux à l'insu de leurs gardiens, par l'intermédiaire d'un de leurs camarades, le philarète Budrewicz, depuis réfugié en France, qui pénétrait à travers les égouts et les cloaques, et portait de l'un à l'autre les correspondances écrites ou verbales. Le farouche Novosiltzoff, délégué par le grand-duc Constantin, accourut de Varsovie; sans perdre de temps, il improvisa sous sa direction immédiate des cours militaires. Muni de pouvoirs illimités, il se fit à la fois accusateur, juge et bourreau. Il supprima plusieurs écoles en Lithuanie, avec la prescription aggravante de considérer tous les jeunes gens qui les avaient fréquentées comme frappés de mort civile; de ne les admettre à aucune fonction, aucun emploi civil, et de les exclure de tous les établissements publics et particuliers où ils pourraient terminer leurs études. « Un tel ukase, empêchant les jeunes gens de s'instruire, dit Mickiewicz, est sans exemple dans l'histoire et n'a pu être fabriqué que par un czar moscovite. » Après la suppression des écoles, les élèves furent condamnés par centaines aux mines de Sibérie, à la brouette, à l'incorporation dans les régiments asiatiques. Dans le nombre, il y avait des enfants appartenant aux meilleures familles lithuaniennes. Vingt et quelques *étudiants* et professeurs furent déportés en exil perpétuel au fond de la Russie, atteints et convaincus « d'avoir voulu propager l'insensée nationalité polonaise. » Parmi tant de proscrits, un seul parvint à se soustraire à sa condamnation. Thomas Zan, au retour d'un voyage, courut se jeter de lui-même dans le cachot; il déclara « que lui seul était le promoteur et le chef des associations; que les *étudiants*, ses complices, n'avaient fait qu'obéir à ses conseils et céder à son influence; que la plupart n'avaient signé qu'à contre-cœur l'acte d'association rédigé par lui; qu'il réclamait enfin pour lui seul le châtiment que lui seul avait mérité. » On lui demanda cette déclaration par écrit, et il n'hésita pas à y apposer sa signature. Un pareil héroïsme étonna jusqu'à ses bourreaux. Novosiltzoff essaya de le séduire par des offres brillantes; mais Thomas Zan ne demanda que la prompte exécution de son arrêt. Comme nous l'avons vu, on ne se contenta pas d'une seule victime. Zan fut conduit dans les fers à Orenbourg, sur les confins de la Russie d'Asie; mais il avait par son dévouement sauvé quantité de jeunes gens qui rentrèrent dans leurs familles, désormais frappées d'interdiction. Sa détention ne devait être que temporaire; mais les autorités russes, toujours effrayées de l'esprit d'agitation qui couvait dans les cœurs polonais, retinrent arbitrairement leur prisonnier. Il mourut sans doute dans ces solitudes éloignées, car depuis cette époque on chercherait en vain quelque trace de lui; toutefois, quoique absent, Zan fut un des héros du beau mouvement de 1830, au-